

COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000779-161

DATE : 3 novembre 2021

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE THOMAS M. DAVIS, J.C.S.

PRIMO BEDDING COMPANY INC.

et

GEORGE ITZKOVITZ

et

DAVID ITZKOVITZ

Demandeurs

c.

AIR CANADA

Défenderesse

JUGEMENT

[1] **ATTENDU QUE** les demandeurs demandent l'approbation des avis aux membres et des modes de diffusion de ces avis;

[2] **ATTENDU QUE** les demandeurs proposent un avis abrégé aux membres sous la forme prévue à l'Annexe 1 du présent jugement;

[3] **ATTENDU QUE** les demandeurs proposent un avis plus détaillé aux membres sous la forme prévue à l'Annexe 2 du présent jugement;

[4] **ATTENDU QUE** le texte proposé pour ces avis aux membres (Annexe 1 et Annexe 2) satisfait aux critères de l'article 579 C.p.c.;

[5] **ATTENDU QUE** les demandeurs proposent de diffuser l'avis abrégé (Annexe 1) par :

- a. Une publication en français le samedi dans Le Journal de Montréal (un quart de page);
- b. Une publication en français le samedi dans Le Journal de Québec (un quart de page);
- c. Une publication en anglais le samedi dans le journal The Montreal Gazette (un quart de page);
- d. Courriel envoyé aux personnes inscrites auprès des avocats du groupe au sujet de cette action collective;

[6] **ATTENDU QUE** l'avis détaillé (Annexe 2) sera publié sur le site Web et la page Facebook des avocats du groupe (via hyperlien) et sur le Registre des actions collectives;

[7] **ATTENDU QUE** les avis aux membres doivent idéalement obtenir une diffusion géographique importante à travers les différentes régions du Québec afin d'atteindre l'ensemble des membres du groupe;

[8] **ATTENDU QUE** le plan de publication proposé atteint cet objectif, vu la nature de l'action collective, la composition du groupe et la situation géographique des membres;

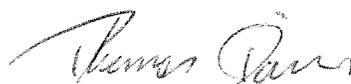
[9] **ATTENDU QUE** le jugement d'autorisation a fixé le délai d'exclusion à trente (30) jours après la date de publication de l'avis aux membres;

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

[10] **APPROUVE** les avis aux membres contenus à l'Annexe 1 et l'Annexe 2 (en français et en anglais) de la présente demande, les avis devant indiquer le délai d'exclusion en conformité avec le paragraphe 9 du présent jugement;

[11] **ORDONNE** la diffusion des avis aux membres selon le plan de publication détaillé aux paragraphes 5 et 6 du présent jugement, les coûts de publication dans les journaux et les coûts d'envoi par courriel aux personnes inscrites auprès des avocats du groupe étant à la charge de la défenderesse;

[12] **LE TOUT SANS FRAIS DE JUSTICE.**



THOMAS M. DAVIS, J.C.S.

500-06-000779-161

PAGE : 3

M^e Benjamin Dionne
RENNO VATHILAKIS INC.
AVOCATS

M^e Arianne Bisailon
BLAKE, CASSELS & GRAYDON S.E.N.C.R.L.

Date d'audience : 14 octobre 2021

ANNEXE 1

Version courte:

Le 12 août 2019, la Cour supérieure du Québec a autorisé l'institution d'une action collective contre Air Canada à qui il est reproché d'avoir facturé à ses clients certains frais de supplément de carburant sans droit et en contravention à la *Loi sur la protection du consommateur* et au *Code civil du Québec*.

QUI EST MEMBRE DE L'ACTION COLLECTIVE ?

En résumé, l'action collective inclut toutes les personnes physiques et morales (à l'exclusion des agences de voyages) qui, au Québec, entre le 15 avril 2012 et le 28 novembre 2014, ont acheté un billet d'avion pour un vol international (à l'exception des États-Unis (incluant Hawaii), le Mexique et les Caraïbes) et pour qui un supplément de carburant international a été facturé par Air Canada et payé, peu importe que le vol ait été opéré par Air Canada ou Air Canada Rouge ou partagé avec n'importe lequel des membres du groupe Star Alliance ou toute autre ligne aérienne.

La description détaillée du groupe est disponible sur l'avis intégral aux membres du groupe, accessible en cliquant [ici](#).

QUE VISE L'ACTION COLLECTIVE ?

L'action collective vise à déterminer si Air Canada a facturé à ses clients certains frais de supplément de carburant sans droit et en contravention à la *Loi sur la protection du consommateur* et au *Code civil du Québec*.

QUE POURRIEZ-VOUS OBTENIR ?

L'action collective cherche à obtenir pour les membres un remboursement des frais imposés illégalement et une condamnation à des dommages punitifs.

COMMENT S'EXCLURE ?

Si vous désirez vous exclure du groupe, vous devez avant le _____ 2021 en aviser le greffe de la Cour supérieure du district de Montréal par courrier recommandé au 1, rue Notre Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1B6.

La demande d'exclusion doit être faite par écrit avec référence à l'action collective identifiée sous le numéro de cour 500-06-000779-161.

QUI REPRÉSENTE LES MEMBRES ?

Primo Bedding Company inc., George Itzkovitz et David Itzkovitz ont été désignés pour agir comme représentants des membres du groupe.

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS

Cet avis n'est qu'un résumé de l'avis aux membres dont le texte intégral est disponible en cliquant [ici](#). Le jugement autorisant l'action collective et la demande introductive d'instance sont disponibles sur le site Web indiqué ci-dessous. Vous pouvez également contacter les avocats du groupe:

Mtre. Michael Vathilakis

Mtre. Karim Renno

Renno Vathilakis Inc.

145, rue St-Pierre, Suite 201

Montréal, (Québec), H2Y 2L6

Téléphone : (514) 937-1221

Télécopieur : (514) 221-3334

Courriels : mvathilakis@renvath.com / krenno@renvath.com

Site Internet : <https://www.renvath.com>

LE TEXTE DE CET AVIS A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE TRIBUNAL. EN CAS DE DIVERGENCE ENTRE CET AVIS ET L'AVIS INTÉGRAL, CE DERNIER PRÉVAUDRA.

Short version:

On August 12, 2019, the Superior Court of Quebec authorized a class action against Air Canada who is alleged to have charged certain fuel surcharge fees without right and in contravention of the *Consumer Protection Act* and the *Civil Code of Québec*.

WHO IS A CLASS MEMBER?

Briefly, the class action includes all of the physical and legal persons (excluding travel agencies) who, in Quebec, between April 15, 2012 and November 28, 2014, bought an airline ticket for an international flight (with the exception of the United States (including Hawaii), Mexico and the Caribbean) and for whom an international fuel surcharge was charged by Air Canada and paid to it, regardless of whether the flight was operated by Air Canada or Air Canada Rouge or code-shared with any one of the member airlines of the Star Alliance group or any other airline.

The full class description is available on the complete notice to class members accessible by click [here](#).

WHAT IS THE GOAL OF THE CLASS ACTION?

The class action seeks to establish whether Air Canada charged its clients certain fuel surcharge fees in contravention of the *Consumer Protection Act* and the *Civil Code of Québec*.

WHAT CAN YOU GET?

The Class Action seeks to obtain for class members the reimbursement of the fees illegally imposed plus punitive damages.

HOW TO EXCLUDE YOURSELF?

If you wish to exclude yourself from the class you must advise the Clerk of the Superior Court of the district of Montreal by registered mail to 1 Notre Dame Street East, Montreal H2Y 1B6 by no later than _____ 2021.

The request of exclusion must be made in writing with reference to the class action identified by the court file number 500-06-000779-161.

WHO REPRESENTS THE MEMBERS?

Primo Bedding Company Inc., George Itzkovitz and David Itzkovitz have been designated by the Court to represent the members of the class.

FOR FURTHER INFO

This notice is only a summary of the notice to members, the complete text of which may be found by clicking [here](#). The judgment authorizing the class action and the application

to institute proceedings can be found on website indicated below. You may also contact class counsel:

Mtre. Michael Vathilakis

Mtre. Karim Renno

Renno Vathilakis Inc.

145 St-Pierre Street, Suite 201

Montreal, (Québec), H2Y 2L6

Phone: (514) 937-1221

Fax: (514) 221-3334

Email: mvathilakis@renvath.com / krenno@renvath.com

Website: <https://www.renvath.com>

THIS TEXT HAS BEEN APPROVED BY THE COURT. IN THE EVENT OF A
DISCREPANCY BETWEEN THIS SUMMARY NOTICE AND THE COMPLETE
NOTICE, THE LATTER SHALL PREVAIL.

ANNEXE 2

CANADA

**PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL**

**COUR SUPÉRIEURE
(Chambre des actions collectives)**

NO : 500-06-000779-161

**PRIMO BEDDING COMPANY INC.
et
GEORGE ITZKOVITZ
et
DAVID ITZKOVITZ**

Demandeurs

c.

AIR CANADA

Défenderesse

**AVIS AUX MEMBRES : ACTION COLLECTIVE CONTRE
AIR CANADA**

1.1.1 PRENEZ AVIS que le 12 août 2019, l'honorable juge François P. Duprat de la Cour supérieure du Québec a autorisé l'exercice d'une action collective contre Air Canada et a attribué le statut de représentants à Primo Bedding Company Inc., George Itzkovitz et David Itzkovitz afin de représenter le groupe de personnes décrit comme suit :

Toutes les personnes physiques et morales (à l'exclusion des agences de voyages) qui, au Québec, entre le 15 avril 2012 et le 28 novembre 2014, ont acheté un billet d'avion pour un vol international (à l'exception des États-Unis (incluant Hawaii), le Mexique et les Caraïbes) soit :

- i. Directement d'Air Canada en personne ou par téléphone;
- ii. Indirectement d'Air Canada par le biais d'une agence de voyages, par internet, en personne ou par téléphone;

iii. Dans le cas de personnes morales seulement, directement d'Air Canada par une transaction sur son site internet;

iv. Dans le cas de personnes physiques seulement, indirectement d'Air Canada par le programme de fidélité Aéroplan possédé et exploité par Aimia Canada inc., par internet, en personne ou par téléphone;

v. Dans le cas de personnes physiques seulement, indirectement d'Air Canada par le programme de fidélité Air Miles possédé et exploité par LoyaltyOne inc., par internet, en personne ou par téléphone;

Et pour qui un supplément de carburant international a été facturé par Air Canada et payé, peu importe que le vol ait été opéré par Air Canada ou Air Canada Rouge ou partagé avec n'importe lequel des membres du groupe Star Alliance ou toute autre ligne aérienne.

1.1.2 Cette action collective sera exercée dans le district de Montréal.

1.1.3 Aux fins de la présente action collective, les représentants ont élu domicile au cabinet de leurs avocats situé au :

Mtre. Michael Vathilakis

Mtre. Karim Renno

Renno Vathilakis Inc.

145, rue St-Pierre, Suite 201

Montréal, (Québec), H2Y 2L6

Téléphone : (514) 937-1221

Télécopieur : (514) 221-3334

Courriels : mvathilakis@renvath.com / krenno@renvath.com

Site Internet : <https://www.renvath.com>

1.1.4 Les principales questions de faits et de droit qui seront traitées collectivement sont :

- a) **Est-ce que le contrat entre les passagers et la défenderesse est un contrat d'adhésion?**
- b) **Est-ce que le libellé de la clause de supplément de carburant imposé par la défenderesse lui permettait de facturer les montants décrits aux présentes?**

- c) **Est-ce que le libellé de la clause de supplément de carburant imposée par la défenderesse constitue une représentation fausse ou trompeuse au sens de la Loi sur la protection du consommateur?**
- d) **Est-ce que les membres du Groupe ont droit, selon les articles 1491 et suivants C.c.Q. de récupérer les sommes payées en excédent comme supplément de carburant?**
- e) **Est-ce que les membres du Groupe ont droit à des dommages punitifs en raison d'une violation par la défenderesse de la Loi sur la protection du consommateur?**
- f) **Est-ce que les membres du Groupe ont droit en vertu de l'article 1704 C.c.Q. de recevoir paiement des intérêts et de l'indemnité additionnelle sur les montants payés en excédent comme supplément de carburant international à partir du moment où le paiement des sommes non dues fut exécuté?**
- g) **Est-ce que le recouvrement collectif des dommages-intérêts et punitifs est approprié?**

1.1.5 Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont les suivantes :

- a) **ACCUEILLE l'action collective;**
- b) **CONDAMNE la défenderesse à payer à titre de dommages-intérêts la somme de \$222,000,000 au Groupe, sauf à parfaire, le tout avec les intérêts et l'indemnité additionnelle depuis la date du paiement en excédent;**
- c) **CONDAMNE la défenderesse à payer à titre de dommages punitifs la somme de \$51,000,000 au Groupe, sauf à parfaire, le tout avec les intérêts et l'indemnité additionnelle depuis la date du dépôt au greffe de l'action collective;**
- d) **ORDONNE le recouvrement collectif de ces montants;**
- e) **LE TOUT avec frais de justice, incluant les frais d'experts et d'avis.**

1.1.6 Si vous souhaitez vous exclure de la présente action collective, vous devez en aviser le greffier de la Cour supérieure du Québec, district de Montréal, et ce, au plus tard le _____, 2021 via courrier recommandé ou

certifié à l'adresse :

**Cour supérieure du Québec
1, rue Notre-Dame Est
Montréal, Québec, H2Y 1B6**

Vous devez mentionner que vous souhaitez vous exclure de l'action collective intentée par *Primo Bedding Company Inc. c. Air Canada* (no. de dossier 500-06-000779-161).

- 1.1.7 La date après laquelle un membre ne pourra plus s'exclure du groupe, à moins d'une autorisation spécifique du Tribunal, est le _____ 2021.
- 1.1.8 Un membre du groupe qui n'a pas demandé son exclusion sera lié par tout jugement qui pourrait être rendu dans le cadre de l'action collective qui sera instituée et ce, tel que prévu par la loi.
- 1.1.9 Si vous souhaitez être inclus dans l'action collective, vous n'avez rien à faire.
- 1.1.10 En tant que membre du groupe, vous avez le droit d'intervenir dans la présente action collective, et ce, de la manière prévue par la loi.
- 1.1.11 Un membre qui n'est pas un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les frais de justice de l'action collective.

**LA PUBLICATION DU PRÉSENT AVIS AUX MEMBRES
A ÉTÉ APPROUVÉE ET ORDONNÉE PAR LA
COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC.**

CANADA

**PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL**

**SUPERIOR COURT
(Class Action)**

NO: 500-06-000779-161

**PRIMO BEDDING COMPANY INC.
and
GEORGE ITZKOVITZ
and
DAVID ITZKOVITZ**

Representative Plaintiffs

-VS-

AIR CANADA

Defendant

**NOTICE TO MEMBERS: CLASS ACTION AGAINST
AIR CANADA**

1.1.12 TAKE NOTICE that on August 12, 2019, the Honourable Justice François P. Duprat of the Superior Court of Québec authorized the bringing of a class action against Air Canada and appointed the status of Representative plaintiffs to Primo Bedding Company Inc., George Itzkovitz and David Itzkovitz to act on behalf of the class of persons described as:

All of the physical and legal persons (excluding travel agencies) who, in Quebec, between April 15, 2012 and November 28, 2014, bought an airline ticket for an international flight (with the exception of the United States (including Hawaii), Mexico and the Caribbean) either:

- i. Directly from Air Canada in person or over the telephone;
- ii. Indirectly from Air Canada through a travel agency, online, in person, or over the telephone;
- iii. In the case of legal persons only, directly from Air Canada through the airlines' transactional websites

iv. In the case of physical persons only, indirectly from Air Canada through the Aeroplan loyalty plan owned and operated by Aimia Canada inc. online, in person, or over the telephone;

v. In the case of physical persons only, indirectly from Air Canada through the Air Miles loyalty program owned and operated by LoyaltyOne, inc., online, in person, or over the telephone.

And for whom an international fuel surcharge was charged by Air Canada and paid to it, regardless of whether the flight was operated by Air Canada or Air Canada Rouge or code-shared with any one of the member airlines of the Star Alliance group or any other airline.

1.1.13 This class action will be brought in the district of Montréal.

1.1.14 For the purpose of this class action, the class representatives have elected domicile at their attorneys' office located at:

Mtre. Michael Vathilakis

Mtre. Karim Renno

Renno Vathilakis Inc.

145 St-Pierre Street, Suite 201

Montréal, (Québec), H2Y 2L6

Phone: (514) 937-1221

Fax: (514) 221-3334

Email: mvathilakis@renvath.com / krenno@renvath.com

Website: <https://www.renvath.com>

1.1.15 The principal questions of facts and law that will be dealt with collectively are:

- h) Whether the contract between passengers and the Defendant is a contract of adhesion;**
- i) Whether the wording of the fuel surcharge clause imposed by the Defendant allowed it to charge the amounts highlighted herein;**
- j) Whether the wording of the fuel surcharge clause imposed by the Defendant constitutes false or misleading representation within the meaning of the Consumer Protection Act;**

- k) **Whether the class members are entitled, pursuant to articles 1491 and ff CCQ, to recover the amounts paid in excess as a fuel surcharge;**
- l) **Whether the class members are entitled to punitive damages by reason of the violation by the Defendant of the Consumer Protection Act;**
- m) **Whether the class members are entitled, pursuant to article 1704 CCQ, to be paid interest and the additional indemnity on the amounts paid in excess as an international fuel surcharge as of the date the payment of the undue sums was made;**
- n) **Whether collective recovery of compensatory and punitive damages is appropriate.**

1.1.16 **The conclusions sought in relation to the above questions are as follows:**

- a) **GRANT the class action of the Petitioner;**
- b) **CONDEMN the Defendant to pay the amount of \$222,000,000 in compensatory damages to the class as defined above, sauf à parfaire, the whole bearing interest at the legal rate and the additional indemnity from the date of overpayment;**
- c) **CONDEMN the Defendant to pay the amount of \$51,000,000 in punitive damages to the class as defined above, sauf à parfaire, the whole bearing interest at the legal rate and the additional indemnity from the date of filing of the present proceedings;**
- d) **ORDER the collective recovery of these amounts;**
- e) **THE WHOLE with costs, including expert and notice costs.**

1.1.17 **If you wish to exclude yourself from the class action, you have to notify the clerk of the Superior Court of the district of Montreal no later than _____, 2021, by registered or certified mail at this address:**

**Superior Court of Québec
1 Notre-Dame street East
Montreal, Québec, H2Y 1B6**

You must state that you wish to exclude yourself from the class action of *Primo Bedding Company Inc. v. Air Canada* (case number 500-06-000779-161).

- 1.1.18 **The date after which a Class Member can no longer request his or her exclusion from the class, unless specifically authorized by the Court, is _____, 2021.**
- 1.1.19 **A Class Member who has not requested his or her exclusion is bound by any judgement that may be rendered in the class action to be instituted in the manner provided for by law.**
- 1.1.20 **If you wish to be included in the class action, you have nothing to do.**
- 1.1.21 **As a Class Member, you have the right to intervene in the present class action, in the manner provided for by law.**
- 1.1.22 **No class member other than the Representative Plaintiffs or an intervenor may be required to pay legal costs arising from the class action.**

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE TO CLASS MEMBERS
HAS BEEN APPROVED AND ORDERED BY THE
SUPERIOR COURT OF QUÉBEC.**